Ministère de l'Agriculture

TERRES COLLECTIVES

Décret N° 81-327 du 10 mars 1981, Portant modification du décret N° 65-327 du 2 juillet 1965, fixant les modalités d'application de la loi N° 64-28 du 4 juin 1964 fixant le régime des terres collectives.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne;

Vu la loi N° 64-28 du 4 juin 1964, fixant le régime des terres collectives, modifiée et complétée par la loi N° 71-7 du 14 janvier 1971 et par la loi N° 79-27 du 11 mai 1979;

Vu le décret N° 65-327 du 2 juillet 1965, fixant les modalités d'application de la loi sus-visée N° 64-28 du 4 juin 1964, et notamment ses articles 11, 12, 18 et 20.

Vu l'avis du Ministre de l'Agriculture;

Vu l'avis du Tribunal Administratif;

Décrétons :

Article Premier. — Les articles 11 alinéa 1er, 12 alinéa 1er, 18 alinéa 5 et 20 alinéa 1er du décret n° 65-327 du 2 juillet 1965 sus-visé sont modifiés comme suit :

Article 11. — (Alinéa 1er) (nouveau). — Jusqu'à ce que le conseil de gestion soit constitué, les intérêts de la collectivité sont gérés provisoirement par une commission de trois membres, parmi les membres de la collectivité, désignés par arrêté du gouverneur de la circonscription dont dépend la collectivité;

Article 12. — (Alinéa 1er) (nouveau). — Le nombre des membres titulaires et suppléants du conseil de gestion qui ne peut être inférieur à 6 sera fixé par arrêté du gouverneur pour chaque collectivité. Leur confirmation sera ensuite opérée par arrêté du gouverneur de la circonscription dont dépend la collectivité;

Article 18. — (Alinéa 5) (nouveau). — Le registre électoral, contresigné par les membres du bureau de vote, sera transmis au gouverneur, dans les 3 jours qui suivront les élections, pour contrôle et confirmation des résultats provisoirement proclamés;

Article 20. — (Alinéa 1er) (nouveau). — Le conseil de gestion est élu pour une période de cinq années à partir de la confirmation des élections opérées par arrêté du gouverneur de la circonscription dont dépend la collectivité.

Art. 2. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 10 mars 1981

P. Le Président de la République Tunisienne
et par délégation
Le Premier Ministre
Mohamed MEZALI

MISE SOUS-SEQUESTRE

Arrêté du Ministre de l'Agriculture du 10 mars 1981, mettant fin à la mise sous-sequestre d'une parcelle de terre agricole.

Le Ministre de l'Agriculture;

Vu la loi n° 59-48 du 7 mai 1959, relative à la mise sous-sequestre des terres agricoles dont l'exploitation est insuffisante et négligée;

Vu l'arrêté du 27 novembre 1961, relatif à la mise sous-sequestre de la propriété agricole dénommée « Henchir Ben Hafsia » sise au secteur de Keblija de la délégation de Kairouan et appartenant aux héritiers de Mahmoud Ben Hafsia;

Vu l'avis du Gouverneur de Kairouan;

Arrête :

Article Premier. — Est abrogé l'arrêté du 27 novembre 1961 portant mise sous-sequestre de la propriété agricole dénommée « Henchir Ben Hafsia-El Borgi » sise au secteur de Keblija de la délégation de Kairouan et appartenant aux héritiers de Mahmoud Ben Hafsia.

Art. 2. — Le Gouverneur de Kairouan est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Tunis, le 10 mars 1981

Le Ministre de l'Agriculture
Lassaad BEN OSMAN

Vu

Le Premier Ministre
Mohamed MEZALI

ABATTAGE DES ANIMAUX

Arrêté du Ministre de l'Agriculture du 15 mars 1981 modifiant l'arrêté du 11 mai 1979, réglementant l'abattage des animaux des espèces bovine et ovine.

Le Ministre de l'Agriculture;

Vu la loi n° 86-64 du 26 juillet 1966, réglementant l'abattage des animaux de boucherie, la circulation et la commercialisation de leurs viandes et abats, telle qu'elle a été modifiée par la loi n° 71-18 du 13 avril 1971, et notamment son article 2;

Vu l'arrêté du 25 mai 1971, réglementant l'abattage des animaux des espèces bovine et ovine tel qu'il a été modifié par les arrêtés du 25 janvier 1972, du 28 avril 1977 et du 11 mai 1979 et 10 mars 1980;

Arrête :

Article Unique. — Par dérogation aux dispositions de l'arrêté sus-visé du 25 mai 1971 tel que modifié par l'arrêté du 19 mars 1980 et pendant la période allant du 15 mars au 30 mai 1981, peuvent être abattues les femelles ovines âgées entre 3 et 8 mois.

Tunis, le 15 mars 1981

Le Ministre de l'Agriculture
Lassaad BEN OSMAN

Vu

Le Premier Ministre
Mohamed MEZALI